Francis LEBON, *Entre travail éducatif et citoyenneté :
l'animation et l'éducation populaire*

Paris, Champ social Éd., coll. Questions de société, 2020, 189 pages

Pascal Laborderie

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/26089>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.26089

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2021

Pagination : 478-480

ISBN : 978-2-8143-0619-6

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Pascal Laborderie, « Francis LEBON, *Entre travail éducatif et citoyenneté : l'animation et l'éducation populaire* », *Questions de communication* [En ligne], 39 | 2021, mis en ligne le 10 décembre 2021, consulté le 25 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/26089> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.26089>

sortir des trois contresens qui les ont malmenés : le laxisme, la mise sous protection sans que l'économie soit suffisamment présente, enfin la confusion entre le paysage et « le paysagement », l'idée de verdier les lieux (p. 35). B. Folléa avance l'amer constat que le paysage reste en marge, qu'il n'est ni socle ni moteur des actions politiques produites. Pour aller de l'avant, le paysage mérite d'être abordé par une double approche systémique et historique afin de valoriser son rôle relationnel et la note sensible qu'il intègre. Il porte « un concept innovant, décapant adapté à la gestion de la transition » (p. 41). « Le paysage est passage » (p. 42).

La seconde partie porte pour titre « La transition par le paysage ». Son texte est distribué entre 13 items : projet, action, esprit des lieux, écriture et lecture, etc. L'auteur y parle d'hybridation, de « créolisation » des paysages (p. 96). Cette posture invite à mener des démarches traversières et indisciplinées moulées dans le creuset de la transversalité. Le paysage serait « l'esperanto de l'aménagement » (p. 71). Par souci didactique, B. Folléa compare alors le paysage à l'écriture. Cette métaphore fait avancer sa compréhension. Il est bien commun. C'est une cause à défendre. Il est articulé autour de quatre échelles mises en concordance et en interaction et le territoire est sa charpente. La grammaire du paysage s'exprime au niveau du site. Le lieu ménage des points d'attache, des sortes de conjonction de coordination pour assembler ses éléments. L'objet donne la lisibilité et l'ensemble évolue avec le soin accordé aux détails. À ces différentes échelles, il faut ajouter et réhabiliter la dimension domestique. Le paysage est souvent ordinaire et se vit au quotidien. Le projet de paysage est choix de vie ancré dans le concret et le local. Sa complexité relève d'une trame tissée. Il se raconte, s'écrit en récit où prennent place la beauté et la poésie. Il sert des aménagements renouvelables, mobiles, éloignés de l'étude d'impact actuellement encadrée par trois verbes : éviter, réduire, compenser (« ERC », p. 52). Ces verbes dénotent l'aménagement comme une faute alors qu'aménager, c'est accompagner le vivant, en particulier sur la richesse à préserver des interfaces (rivages, berges, lisières, trames, ourlets et coutures de toutes sortes, etc.). Évasion et respiration siéent bien aux ambitions d'aménager de façon soutenable, en dessinant des cycles, des cercles, des circuits enchevêtrés mais lisibles, si possible vertueux. Pour faire avancer un projet, l'élus doit être le chef d'orchestre du mouvement à impulser. Il anime le dialogue à installer de façon démocratique. Il joue la carte de la « reliance » (p. 73), autrement dit de l'expression sensible dans la relation des hommes avec

la confiance accordée à leur territoire. Le paysage met en liance, est « système médiateur » (p. 75). Il rapproche les intentions des passés, la force du présent et les désirs de futurs possibles. Cette mobilité va dans le sens des jardins en mouvement de Gilles Clément. Le paysage doit marier, rassembler. Aussi faut-il dénoncer le zonage et aborder son remplacement par des transitions, des boutures pour ne pas endommager nos cadres de vie où s'associent les contraires, par exemple le vertical et l'horizontal, le fluide et le rigide. Dans une logique inclusive, pragmatique, relationnelle et sensible, le paysage rapproche l'objet et le site. Dans ce contexte, la pensée binaire doit s'esquiver pour laisser la place à la démarche alternative déclinée dans des possibilités variées. Ceci est traduit par l'usage de la conjonction de coordination « ou bien » et non pas « et ».

Ce livre est un plaidoyer, une invitation à sortir le paysage de la marginalité où il est relégué. L'ouvrage inspire et apporte du tonus à tous ceux qui s'impliquent dans les démarches de construction des territoires. Il réfléchit à réussir la transition paysagère à aborder comme un changement désiré. Ce passage demande de faire évoluer nos comportements, nos rapports à l'espace devenu archipel par nos façons de pratiquer, d'investir des lieux vastes, vécus, perçus ou même rêvés. B. Folléa résume sa pensée dans cette jolie expression : « Composer le rivage, ménager le passage, organiser la transition, c'est faire paysage » (p. 111).

Jean-Pierre Husson

Université de Lorraine, Loterr, F-54000 Nancy, France
husson18[at]univ-lorraine.fr

Francis Lebon, *Entre travail éducatif et citoyenneté : l'animation et l'éducation populaire*

Paris, Champ social Éd., coll. Questions de société, 2020, 189 pages

L'ouvrage de Francis Lebon, professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris Descartes (Centre de recherche sur les liens sociaux – Cerlis), est le fruit d'une habilitation à diriger des recherches (HDR) intitulée « L'animation et l'éducation populaire en France : action publique, professions et division du travail » (soutenue le 30 nov. 2018 à l'université Paris Nanterre). La loi du genre académique explique que l'ouvrage ne consiste pas seulement en une note de synthèse des travaux du chercheur, mais aussi d'éléments autobiographiques et d'un retour réflexif sur son parcours de recherche (ces passages sont signalés par une réduction de la taille des caractères). L'auteur qui, avec Emmanuel de Lescure,

codirige un Groupe de réflexion sur la recherche en éducation populaire (GRREP), est un des meilleurs spécialistes des questions croisant éducation populaire et animation. D'une manière générale, l'ouvrage est ancré dans deux axes de recherche, l'un en histoire et sociologie de l'éducation populaire et des loisirs, l'autre en sociologie d'un groupe professionnel, celui d'animateur-trice. Il reprend le plan en trois parties annoncé dans le sous-titre de l'HDR, à savoir une socio-histoire de l'éducation populaire et de ses rapports avec l'État (Partie 1 : « Des politiques d'éducation pour la jeunesse », p. 37-76), une sociologie de l'animation (Partie 2 : « Des animateurs pour les enfants et les jeunes », p. 77-112) et une réflexion sociopolitique sur les rapports entre éducation populaire et école ainsi que sur la division du travail éducatif au travers d'une étude de cas, celui de la réforme des rythmes scolaires de 2012 à l'école primaire (Partie 3 : « L'animation à la rescousse de l'école », p. 113-150).

La première partie, centrée sur l'éducation populaire en France, ses finalités, ses mouvements ainsi que leurs rapports avec l'État, intéressera les chercheurs en sciences de l'information et de la communication qui travaillent sur les politiques publiques dans les domaines de l'éducation, de la culture et du sport. Elle montre que l'éducation ne se réduit pas au domaine scolaire et concerne des activités en marge de l'école (périscolaires, parascolaires, formation d'adultes, etc.), vise des publics divers (enfants, jeunes, adultes) et mobilise de nombreuses professions (animateurs, éducateurs, formateurs, médiateurs, etc.). De manière générale, elle se donne pour objectif de décrire les relations complexes entre les mouvements d'éducation populaire, le politique et la politique. Reprenant à son compte la thèse communément partagée d'Antoine Prost selon laquelle l'éducation populaire se situe dans le giron de la gauche élargie au catholicisme social, elle innove néanmoins en posant la question de l'efficacité de la formation des jeunes à la citoyenneté. Elle propose que ces activités d'éducation populaire se réduisent fréquemment à une vague prise de conscience du sens des loisirs, mais conduisent rarement à une véritable pratique politique.

L'étude, qui est restreinte au cadre franco-français (les mouvements d'éducation populaire européens étant de préférence en lien avec des organisations religieuses ou politiques), ne tient néanmoins que partiellement la promesse énoncée par le titre sur la mise en perspective de la notion de « citoyenneté », dans la mesure où l'éducation civique au sens consensuel, républicain, « irénique », selon l'expression péjorative assumée par l'auteur (p. 73) est dévalorisée au profit

d'une conception plus militante. Selon une position bourdieusienne radicale, l'auteur met en exergue les « petits » mouvements d'éducation populaire portant la contestation ainsi que des objectifs de changements sociaux et politiques, précisément en matière de démocratie participative. En revanche, il dénonce à demi-mots le caractère paraétatique, voire la complaisance avec les gouvernements socio-démocrates, des associations qui historiquement bénéficient d'une certaine légitimité au sein de l'éducation populaire, la Ligue de l'enseignement en tête, et ce, à trois reprises : à propos de la loi pour la refondation de l'École de la République portée par Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale (2012-2014), présenté comme un ancien président de la Ligue de l'enseignement de la Somme (p. 58) ; concernant les événements à la fois « politiques et éducatifs » organisés chaque année depuis 1998 par la mairie socialiste de Rennes et la Ligue de l'enseignement (p. 60) ; au sujet enfin de la désignation en 2019 de Nadia Bellaoui, secrétaire générale de la Ligue de l'enseignement, comme l'une des cinq garant-es du Grand débat national impulsé par le président de la République Emmanuel Macron dans le contexte du mouvement des Gilets jaunes (p. 60). De la même manière, les « intellectuels d'institutions », qui revendiquent une légitimité venant du terrain de l'éducation populaire, sont critiqués, notamment « l'école bordelaise », qui fut impulsée par la Ligue de l'enseignement (p. 58). Cette tension à l'intérieur du champ universitaire nous semble l'expression des divergences internes aux mouvements d'éducation populaire, eux-mêmes traversés par la querelle des deux gauches, l'une sociale-démocrate réformatrice, l'autre aspirant à plus de transformations sociales, voire à une révolution. L'importance accordée à Franck Lepage et à ses conférences gesticulées est à cette égard révélatrice (p. 73). Si ce mouvement d'éducation populaire fortement politisé n'a jamais fait l'objet d'une étude sérieuse, l'ouvrage a le mérite d'ouvrir des perspectives de recherche sur ce type de terrains non encore explorés. Surtout, il permet de couvrir le spectre large qui rassemble sous l'appellation à tiroirs d'« animation » aussi bien l'encadrement des cantines scolaires que les activités les plus partisans politiquement.

D'un point de vue idéologique, la deuxième partie est cohérente par rapport à la première, dans la mesure où elle porte une attention particulière aux petites animatrices et animateurs, à la « petite monnaie du capital », selon l'expression de l'auteur (p. 154), tandis que la plupart des recherches sont généralement centrées sur les cadres de l'animation. Ce n'est pas la moindre qualité de l'ouvrage qui, reprenant l'essentiel des travaux de l'auteur, décrit avec précision la nébuleuse

des métiers de l'animation dans des domaines aussi disparates que le social, le médico-social, le culturel, le tourisme social, le secteur sportif et le champ politique. Ce groupe professionnel hétéroclite, contingenté par les classes populaires et intermédiaires, se caractérise en outre par une forte proportion d'emplois féminins, une précarisation du travail, un emploi à temps partiel ainsi qu'une rémunération relativement faible, si bien que l'auteur en vient à cette proposition audacieuse selon laquelle l'engagement, qui fait partie des marqueurs de la profession, puisse contribuer à son « invisibilisation » (p. 98).

La troisième partie s'attache en particulier à décrypter les enjeux socio-politiques du débat qui a animé l'espace public concernant la réforme des rythmes scolaires ainsi que les discussions entre les divers représentants de l'école, des communes et de l'éducation populaire. Cette synthèse de travaux menés en partie avec Maud Simonet met aussi en lumière les tensions entre enseignants et animateurs d'une part, et la concurrence interprofessionnelle entre animateurs formés dans le champ de l'éducation populaire avec d'autres intervenants venus d'horizons divers d'autre part. Elle cherche enfin à cerner les « effets propres » (p. 136) de l'animation et de l'éducation populaire sur l'individu et la société.

En définitive, s'adressant aux enseignants ainsi qu'aux divers acteurs de l'éducation populaire, ce livre présente l'intérêt scientifique de poser trois problématiques majeures : celle de la frontière entre éducation à la citoyenneté et militantisme, celle des raisons de l'(in) visibilité des animateur-trice-s employé-e-s dans le champ de l'éducation populaire et celle des retombées de l'animation et de l'éducation populaire. Cette dernière question est envisagée de manière particulièrement stimulante, dans la mesure où l'impact des activités éducatives, artistiques et culturelles de l'éducation populaire sur la vie économique, sociale et politique demeure difficile à évaluer.

Pascal Laborderie

Université de Reims Champagne-Ardenne, Cérep,
F-51 000 Châlons-en-Champagne, France
[pascal.laborderie\[at\]univ-reims.fr](mailto:pascal.laborderie[at]univ-reims.fr)

Joëlle LE MAREC, Ewa MACZEK (dirs), *Musées et Recherche. Le souci du public*

Dijon, Office de coopération et d'information muséales, coll. Les dossiers de l'Ocim, 2020, 193 pages.

Cet ouvrage est le fruit d'une rencontre organisée en 2018 autour des pratiques et des savoirs

concernant les publics, et plus spécifiquement l'attention et le soin que l'on peut leur porter dans le champ culturel. Cette rencontre (et la publication d'un livre associé) est suffisamment particulière pour qu'on en dise un mot en introduction. Elle s'inscrit dans une série de journées, intitulées « Musées Recherche », initiées en 2010, puis organisées régulièrement depuis, par l'Office de coopération et d'informations muséale (Ocim) et le laboratoire en sciences de l'information et de la communication du Celsa, Sorbonne Université (Gripic). Au cours de ces journées, des membres des communautés universitaires et muséales se rencontrent pour partager des résultats de recherche, des savoirs professionnels, des pratiques de collaborations, des valeurs, des doutes et des convictions. Un ouvrage collectif est édité à l'issue de chaque rencontre. Cet espace de dialogue entretenu depuis plus de dix ans est un exemple de contexte où peut se construire une réflexivité collective. Ainsi les sujets abordés traversent-ils plusieurs communautés professionnelles et sont éprouvés autant qu'ils sont débattus et analysés. Cette relation entre la production de connaissances, l'attention à nos façons de produire ces connaissances et de les incarner est ce qui lie les participants et auteurs de ces rencontres et de ces ouvrages. Pour le présent ouvrage, Joëlle Le Marec et Ewa Maczek nous invitent justement dès l'introduction à un regard habité sur la thématique choisie. Le souci du public rencontre aujourd'hui une actualité particulière, celle d'une crise sanitaire qui rappelle avec urgence l'importance du soin, la valeur du service public en France, et notre condition à toutes et tous à en être public.

Ouvrant sur une grande introduction rédigée par J. Le Marec et E. Maczek, suivie de deux notices du *Publicationnaire. Dictionnaire encyclopédie et critique des publics* (« confiance » et « amour du public »), Dictionnaire encyclopédique et critique des publics (publicationnaire.huma-num.fr) du Centre de recherche sur les médiations de l'université de Lorraine, le livre se compose de 11 contributions réparties en deux chapitres. Le premier chapitre scrute plus particulièrement la façon dont les points de vue des publics sont recherchés, valorisés, nourris et observés à travers une diversité de relations (l'étude et l'enquête, les projets de médiation, les projets d'expositions). On y comprend comment le scrupule, l'attention à autrui et la confiance sont loin d'être des stratégies, mais sont bien des processus longs qui mettent ensemble professionnels et publics dans la reconnaissance de ce qui existe en commun et de ce qui est altérité. Le second chapitre met en avant le récit de l'expérience des publics (leurs sociabilités, leur ténacité, leurs